La propriété intellectuelle trouve partiellement ses sources historiques hors de la France : le professeur Claude Colombet observait d'ailleurs qu' « *Athènes et Rome ont certainement connu le droit moral de l'auteur, ou du moins des traces, par l'existence de certaines prérogatives, de ce que l'on nomme ainsi aujourd'hui ; la personnalité de l'auteur lui permet de contester contre ce qui était appelé « plagiat » ; mais ce droit ne visait pratiquement que la création littéraire* » [1]. En réalité le droit d'auteur n'est pas né en France. Il est consacré en Grande-Bretagne 80 ans avant sa consécration française. Les brevets connaissent leurs premiers stigmates à Venise au XV^{ème}. Les droits voisins ne furent consacrés qu'en 1985, bien après la Convention de Rome.

La propriété intellectuelle a été appropriée par la France, elle a initié et généralisé le modèle de la gestion collective en droit d'auteur, elle a porté une approche du droit des dessins et modèles, une pratique du cumul d'appropriation et la théorie de l'unité de l'art si importante en droit d'auteur français. Elle a également contribué au rayonnement de certaines prérogatives spécifiques, comme le droit de suite, ou le droit de destination (d'inspiration belge). Elle a fait le choix d'une protection de la création salariée par le droit d'auteur, tandis que d'autres Etats ont préféré régler cette question dans leur législation sociale.

Si le droit d'auteur français est souvent présenté à l'aune du droit moral de l'auteur, cette étude consacrée à la propriété intellectuelle montre, en pratique, que le droit moral occupe une place assez limitée. L'histoire du droit d'auteur ne peut être réduite à une histoire du droit moral de l'auteur en France. La matière s'est d'abord construite sur un enjeu spécifique, la maîtrise de la diffusion des œuvres par des opérateurs économiques : les libraires. Pour ce faire, elle a utilisé un instrument, l'auteur, pour limiter et partager les ressources attachées à l'exploitation de ses créations. En ce sens, la problématique est identique dans l'ensemble des Etats, les réponses sont initialement assez proches. Ce n'est que dans un second temps que la relation entre l'auteur et son œuvre fut introduite dans le droit d'auteur, au travers de la notion de droit moral, faisant apparaître une différence entre le droit d'auteur et le droit de l'auteur. Cette question apparaît aujourd'hui comme un facteur important d'opposition entre les régimes de droit d'auteur, non pas uniquement entre système de droit d'auteur et système de *copyright*, mais entre toutes les législations. La durée du droit d'auteur en est une traduction nette. Liée à la vie de l'auteur, le droit moral est parfois limité à la durée des autres prérogatives de ce droit de propriété, mais il peut aussi être perpétuel, à l'image de la solution française. Les prérogatives patrimoniales du droit d'auteur seraient le fruit d'un dialogue entre les Etats pour la construction de leur norme alors que les prérogatives morales marqueraient le terrain de l'autarcie du droit d'auteur. La consécration du droit moral, souvent tardive par les législations, il n'est consacré qu'en 1957 par le législateur français, semble être un facteur de décélération du dialogue qui a si richement construit le droit d'auteur. Pour autant, le droit moral n'est pas un terrain de schisme si puissant, notamment parce que ses composantes fondamentales, le droit de paternité et le droit au respect, se retrouvent très largement dans les législations contemporaines [2]. Ensuite, à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, la matière a évolué sur la base d'un nouvel enjeu, posé par l'article 27 de la DUDH : « *Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent* ». Une telle déclaration, reprise et affinée par beaucoup d'autres (notamment l'art. 10 CEDH), impliquait de penser la propriété littéraire et artistique dans le respect de la liberté du public d'accéder aux œuvres et à la connaissance. Ainsi constate-t-on que, dans la plupart des Etats, les exceptions au droit d'auteur, en faveur du public, ont tendance à se multiplier.

Sans doute plus présente, au moins sur la scène internationale, pour assurer la défense et la promotion des droits de propriété littéraire et artistique, la France a aussi, parfois, montré sa détermination sur des questions relevant des droits de propriété industrielle. Elle est, par exemple, intransigeante sur la non-brevetabilité des méthodes (qu'il s'agisse de méthodes comptables, de

gestion, ou de traitement chirurgical ou thérapeutique), des éléments du corps humain et, d'ailleurs, de toute invention dont l'exploitation serait contraire à la dignité humaine. La construction européenne a fourni une influence contemporaine forte, tant au travers des directives et règlements pour le droit des marques et le droit des dessins et modèles que sous la forme soit d'une directive uniquement, pour la brevetabilité du vivant ou la défense des droits de propriété intellectuelle, soit d'un règlement, pour le certificat d'obtention végétale. La coopération internationale, notamment la Convention de Munich, concourt au reflux d'une tradition française du brevet pour en faire un outil inclusif transculturel.

La propriété intellectuelle a nourri des débats doctrinaux intenses en France depuis le milieu du 19^{ème} siècle. Il y a de grands courants doctrinaux, des figures tels Pouillet, Renouard, Roubier, Desbois, Françon, ou encore Mousseron, Chavanne, et Burst.

La propriété intellectuelle évolue sous l'influence de l'intégration européenne et de l'évolution des technologies. L'œuvre a vocation à circuler et le droit d'auteur l'accompagne dans ce mouvement naturel. Les marques, les inventions, les dessins et modèles sont également exploités sur les réseaux. La matière s'est construite pour cela, comme une infrastructure, elle doit conserver cette fonction et maintenir, voire accroître, la capacité des biens intellectuels à circuler dans le respect des intérêts des propriétaires/titulaires des droits sur celle-ci.

[1] C. Colombet, *Grands principes du droit d'auteur et des droits voisins dans le Monde. Approche de droit comparé*, Litec, 2^{ème} éd., 1992, p. 2

[2] Voir *Les cahiers de la propriété intellectuelle*, vol. 25, n° 1, janv. 2013.